

Olivier Berruyer, sur son formidable site les-crises.fr, vient de publier un récapitulatif bien fait et utile (c'est commode de tout présenter au même endroit) sur **une série essentielle de notre cher Guillemin**, sur **la Révolution française**.

Je lui pique cette perle sans hésiter, pour l'accueillir ici, sur ce blog qui aime et ressasse Guillemin depuis plus de dix ans (2009, je crois).

Ces conférences sont consignées dans **un des livres les plus importants de Guillemin** : **1789-1792 1792-1794 Les DEUX révolutions françaises**

HENRI GUILLEMIN

1789-1792

1792-1794

les *deux*
Révolutions françaises



utovie / h.g.

http://www.utovie.com/catalog/index.php?id_product=185&controller=product

Étienne.



Henri Guillemin

Olivier Berruyer : « Il y a exactement 30 ans, le 4 mai 1992, Henri Guillemin tirait sa révérence à l'âge de 89 ans, après avoir mené une longue et brillante carrière, d'une rare intégrité, laissant une œuvre très conséquente dont le regain d'intérêt ne faiblit pas. Pour lui rendre hommage, nous republions ci-dessous sa série de vidéos sur la Révolution française. »

Source : <https://www.les-crises.fr/il-y-a-30-ans-henri-guillemin-nous-quittait-le-4-mai-1992/>

Révolution française #01 : La préparation spirituelle

1789-1794, la Révolution française couvre cinq années de l'histoire de France. Mais que sait-on de cette période ? Henri Guillemin ne se contente pas des versions officielles et convenues.

Pour l'historien français, en 1789, on assiste à une révolution des gens de bien, qui doit permettre à la bourgeoisie d'affaires d'accéder au pouvoir, quitte à le partager avec l'aristocratie dans le respect d'un certain ordre social. La vraie Révolution, populaire, qui se préoccupe réellement des classes pauvres, du Quart État, restait à venir. Elle aura vécu de 1792 à 1794 et sera liquidée avec la mort de Robespierre. C'est donc de ces deux Révolutions françaises que va traiter Henri Guillemin, en bousculant singulièrement, une fois de plus, les idées reçues.

Source : [RTS, Henri Guillemin](#), 22-10-1966

Révolution française #02 : La France en 1789

Henri Guillemin traite des influences et des causes de la révolution qui allait bouleverser l'ordre immuable de l'Europe politique. Deux causes à l'origine de cette prise de conscience sociale : la constitution d'une nouvelle classe, la hausse considérable des prix conjuguée avec une forte augmentation de la population.

Source : [RTS, Henri Guillemin](#), 15-10-1966

Révolution française #03 : Les États généraux

Vizille, dans le Dauphiné. Préfiguration des États généraux, cette réunion du 21 juillet 1788 groupe des notables, des aristocrates, des ecclésiastiques et des bourgeois. A la tête des finances françaises, Brienne a remplacé Necker, chassé par le roi. Les États généraux n'avaient plus été convoqués depuis 1614. Le 28 août 1788, le roi rappelle Necker, qui occupe à nouveau son poste de chef du Trésor français.

La situation économique est désastreuse, celle du peuple intolérable. Les prix sont en hausse. Artisans et ouvriers n'arrivent presque plus à subsister. Chômage dans la soierie. La situation de la paysannerie n'est guère plus enviable. Elle doit payer de lourdes taxes qui ne profitent qu'à des nobles soucieux de s'enrichir à bon compte. Les émeutes de 1789 vont éclater dans ce climat social détérioré.

Source : [RTS, Henri Guillemin](#)

Révolution française #04 : Juillet 1789

Il était huit heures du matin à Versailles, le 15 juillet 1789 lorsque le duc de La Rochefoucauld-Liancourt annonçait à Louis XVI que, la veille, les Parisiens avaient pris la Bastille. Surpris que l'on s'attaque à une prison qui n'avait plus que sept détenus (deux fous, quatre faussaires et un fils de famille enfermé à la demande de ses parents), Louis XVI, on le sait avait demandé si c'était une révolte. « Non, sire, lui répondit le duc, c'est une révolution. »

La révolution avait commencé en réalité quelques mois plus tôt, lorsqu'en 1788, Louis XVI avait décidé de réunir les États Généraux. En faisant ce qu'aucun roi n'avait osé faire avant lui depuis plus de 150 ans, le souverain ouvrait une boîte de Pandore. Le roi avait convoqué les États Généraux pour résoudre une situation financière catastrophique, mais le 5 mai 1789, leurs députés étaient venus à Versailles avec bien d'autres revendications. Celles qu'exprimaient les cahiers de doléances rédigés au printemps, dans toutes les villes et tous les villages de France, juste avant la réunion des États Généraux.

Source : [RTS, Henri Guillemin](#)

Révolution française #05 : La grande peur bourgeoise

Il faut bien comprendre la signification du 14 juillet, de la prise de la Bastille. Elle va susciter une peur considérable dans la bourgeoisie. La terreur de la populace devient panique. «... Toutes ces âmes lamentables, les spoliés du fisc, les dévalisés par Versailles, toutes les faims, toutes les soifs, toutes les bouches tordues par le sanglot et le blasphème, toutes les poitrines pleines de vengeance, la voilà la populace... C'est la lie du pressoir social, c'est la plaie sociale vivante, une plaie devenue bouche, qui saigne et qui hurle, et qui mord. Avant de s'indigner devant la fureur du souffle, il faut savoir ce qu'était l'horreur du miasme...» Ainsi s'exprime Victor Hugo, commentant la Révolution.

Dès le 11 juillet 1789, le Comité permanent groupant les 307 grands électeurs parisiens, crée une milice citoyenne, l'armement des gens convenables, dirigée en apparence contre la Cour, mais en fait contre cette populace. Ces milices bourgeoises patrouillent dès la nuit du 14 juillet dans la capitale, et s'emparent des armes des révoltés contre quelque argent - il faut quand même manger et nourrir sa famille ! A l'Assemblée nationale, les députés sont épouvantés par ce qui se passe : la grande peur bourgeoise se manifeste ouvertement. Les députés se succèdent auprès du roi pour le supplier de revenir à Paris... Il y revient, il rappelle Necker et retire de la capitale ses troupes inutiles.

Source : [RTS, Henri Guillemin](#)

Révolution française #06 : L'affaire religieuse

Un pénible incident déclenche les journées d'octobre. La situation alimentaire de la capitale et de la province est catastrophique. La farine est chère et le pain d'un prix inabordable pour les plus humbles. Le roi a fait venir à Versailles un régiment des Flandres. Lors d'un dîner réunissant les officiers, la cocarde tricolore est piétinée. Le 6 octobre, la foule envahit le Palais de Versailles. Le roi accepte de revenir à Paris. Le 2 novembre, la situation financière du royaume étant catastrophique, l'Assemblée nationale

décide la mainmise de la Nation sur les biens de l'Eglise : 3 milliards de francs sont ainsi récupérés.

Source : [RTS, Henri Guillemin](#)

Révolution française #07 : L'année 1790

Dans le cadre de la Révolution française, Henri Guillemin aborde l'année 90. Après les événements de juillet 1789, le peuple espère et croit en la Révolution : il peut manger, et la situation s'est améliorée de ce fait. Les biens du clergé saisis en décembre 89 par l'Assemblée sont mis sur le marché en une première tranche de 400 millions. Qui va les acquérir ? Les paysans, comme le prétend Michelet ? Non, c'est la bourgeoisie, ce sont les riches qui vont profiter de cette « nationalisation » des biens de l'Eglise.

Situation en ce début de 1790 : l'Assemblée constituante dirige la France mais ne représente toujours pas la nation ; les aristocrates sont quelque peu dépouillés et les catholiques mécontents à cause de la Constitution civile du clergé – ils tenteront ensemble de s'opposer à la Révolution, mais ne pourront rien faire, ne recevant pas l'aide escomptée de l'étranger. Et l'armée ? Que vont faire les généraux ? Vont-ils se rallier à la cause révolutionnaire ?

Et il y a l'affaire des colonies ; la France a perdu l'Empire des Indes, mais restent les Antilles : Saint-Domingue où 30 000 colons vivent du labeur de 300 000 esclaves ; la « Déclaration des droits de l'homme » créera quelque confusion : comme tous égaux... Cette année 90 est encore marquée par l'éviction définitive de Necker et la disparition de Mirabeau, qui mourra en avril 1791. Mais un autre personnage fait alors son apparition sur la scène politique : Georges-Jacques Danton, fondateur du Club des cordeliers.

Source : [RTS, Henri Guillemin](#)

Révolution française #08 : Septembre 1792

Le Comité du Quatrième État qui, jusqu'alors, n'était pas intervenu, décide dans la nuit du 9 au 10 août 1792, d'empêcher la Garde nationale d'avoir une défense sérieuse. Danton tend un piège au chef de la Garde et convoque Mandat à l'Hôtel de Ville où il est assassiné. La défense des Tuileries est désorganisée.

La foule se rend aux Tuileries où elle essaye de parlementer avec la Garde suisse, mais l'officier qui la commande ordonne soudain d'ouvrir le feu, et c'est le massacre de nombreux citoyens. Se regroupant, le peuple revient à la charge en grand nombre, et le roi, réfugié à l'Assemblée nationale donne l'ordre de cesser le feu. Les Suisses sont massacrés : mille morts contre quatre cents dans la foule.

Le peuple a compris enfin que le roi est de connivence avec l'étranger et que la Cour est un foyer de trahison. Pour la première fois, le Quatrième Etat, c'est-à-dire les pauvres gens, les salariés, les « passifs », prend part à la vie politique française. « C'est l'irruption de la France dans les affaires françaises ».

Robespierre dira : « Le peuple est enchaîné dès qu'il dort, il est méprisé dès qu'il ne se fait plus craindre, il est vaincu dès qu'il pardonne à ses ennemis avant de les avoir complètement domptés. Observez, dit-il, ce penchant de certains pour qui sont associés comme équivalents, les mots de « pauvre » et les mots de « brigands ».

Les vrais brigands, ce sont ceux qui ne veulent constituer la République que pour eux-mêmes et qui suivent, dans tout, l'intérêt des riches. Ils sont les « honnêtes gens », ils sont les « gens comme il faut... » et nous, comme ils disent, nous sommes les « sans culottes », c'est-à-dire la canaille ! Le député Cou-ton réclame l'abolition complète des droits féodaux, abolis depuis 1789 fictivement, mais toujours exigés des paysans.

Source : [RTS, Henri Guillemin](#)

Révolution française #09 : La crise de 1793

Le 21 septembre 1792, la Convention se réunit. Mais les élections parisiennes à la Convention ont été partiellement truquées et terriblement dirigées. A Paris c'est donc toute l'extrême-gauche cordelière qui

va remporter ces élections. Robespierre, Danton, Marat ils sont tous là. On a beau avoir le suffrage universel, la composition sociale de la Convention est la même que celle de la Constituante et de la Législative. C'est toujours les grands notables, les propriétaires, les possédants qui parviennent à être les délégués de la France. Sur les 750 députés de la Convention, qui est pour la première fois élue au suffrage universel, il y a seulement deux ouvriers. Les Girondins sont encore là et ils se placent aux plus hauts postes.

Du côté de la guerre, après Valmy, les Prussiens se sont retirés. Le 1^{er} octobre 1792, le territoire français est libéré. Ceci fait, on peut passer aux choses sérieuses. On va assister à la fin de l'année 92 à trois choses. Premièrement, une mise en scène de la politique de conquête. Deuxièmement la politique de libération s'accompagne d'une idée nouvelle, l'idée des limites naturelles. Troisièmement, il faut que les pays libérés participent aux dépenses. Il n'en faut pas plus pour déchaîner les généraux. C'est l'invasion du Palatinat jusqu'à Francfort, au nord, la Belgique est conquise.

Reste le problème du roi. Pour la plèbe parisienne, le roi est responsable. Le roi est un traître, il faut le tuer. Le 21 janvier 1793 le roi Louis XIV est guillotiné. Jusqu'à la fin il a espéré être sauvé.

Le 1^{er} mars, les coalisés attaquent sur le nord et l'est de la France à l'ouest c'est la Vendée qui prend feu, c'est la grande crise de 93.

Source : [RTS, Henri Guillemin](#)

Révolution française #10 : Les Girondins se perdent

Henri Guillemin poursuit son évocation de la Révolution française avec Les Girondins se perdent. Au début de 1793, la situation est assez tragique en France. Les armées françaises ont envahi la Belgique, mais la Convention ne s'en tient pas là. Le 1^{er} février, la guerre est déclarée à l'Angleterre et, le 7, à l'Espagne. Le général Dumouriez décide également d'envahir la Hollande, mais les coalisés se préparent à contre-attaquer maintenant que l'affaire de la Pologne est momentanément liquidée. Le 8 mars, Danton monte à la tribune de la Convention et déclare la patrie en danger ; il décrit une situation plus dramatique qu'elle ne l'est. Il crée des agitations dans Paris pour mettre les honnêtes gens en situation insupportable et permettre à Dumouriez une opération militaire sur la capitale.

En novembre 1792, les Girondins avaient obtenu la suppression des tribunaux criminels qui n'avaient d'ailleurs guère fonctionné. Le 9 mars, sans raison apparente, Danton réclame la création d'un Tribunal révolutionnaire assorti de Comités de surveillance qui, dans chacune des quarante-huit sections de Paris, désigneront les coupables au Comité de sûreté générale. Le 22 mars, après avoir rencontré Danton, Dumouriez prend contact avec les Autrichiens et, le 5 avril, il essaie d'entraîner ses troupes à la désertion sans toutefois y parvenir. Il se met alors seul au service de l'ennemi. Danton, très compromis pour avoir pris la défense de ce général - qui vient de trahir, fait une volte-face totale.

Pour se sauver, sentant sa situation personnelle extrêmement dangereuse, il va se retourner avec une violence terrible contre les Girondins et prononcer un effrayant discours, le 10 avril. Il demandera pardon à Marat et rendra hommage à son journal : L'Ami du Peuple ; il dénoncera violemment les Girondins, demandant en fait leur exclusion et leur mort, ainsi que la tête du duc d'Orléans. Des « Comités de salut public sont créés. C'est à ce moment que les forces centre-révolutionnaires se déchaînent, profitant de la situation militaire inquiétante et de l'explosion en Vendée. L'opposition entre les Girondins et la Montagne - que l'on a souvent attribuée à quelques rivalités de personnes - est une opposition idéologique fondamentale. Les Girondins se perdent. Devenus les ennemis publics et les collaborateurs de l'ennemi, ils seront définitivement perdus lors des insurrections de juin.

Source : [RTS, Henri Guillemin](#)

Révolution française #11 : La Terreur

En septembre 1793, la Révolution française bascule, la France est menacée à l'extérieur par la guerre contre les plus grandes puissances européennes et à l'intérieur par l'insurrection de plusieurs départements, les députés de la Convention décident de prendre des mesures d'exceptions. La Terreur se caractérise ainsi par un état d'exception destiné à endiguer militairement, politiquement, et économiquement la crise multiple à laquelle le pays est alors confronté.

Mais pour Henri Guillemin, c'est Danton qui est responsable de la Terreur qui va s'organiser à partir du 4 septembre. Tout les jours, Danton monte à la tribune de la Convention pour obtenir une tête par jour.

Source : [RTS, Henri Guillemin](#)

Révolution française #12 : Danton contre Robespierre

Le 6 septembre 93, Robespierre fait adjoindre deux nouveaux membres au Comité de salut public, favorable à la Terreur. Alors voilà constitué le grand Comité de salut public qui va être en fonction jusqu'au 9 Thermidor. Parallèlement, il y a la Terreur, inventée par Danton. Mais qui sont ceux qui décident que les gens passent à la guillotine, c'est le Comité de sûreté générale.

Pour Henri Guillemin, le Comité beaucoup plus indépendant que l'histoire ne le prétend est composé d'hommes de Danton. Robespierre avait tenté une épuration de ce comité. Ce même comité décide de tuer la reine, le 16 octobre. Un crime gratuit ? Ces crimes-là ce sont des crimes de Danton, Robespierre n'y est pour rien.

Source : [RTS, Henri Guillemin](#)

Révolution française #13 : La ligne droite

L'année 1794, la dernière de la Révolution, commence. Malade et usé, Robespierre fait partie du Comité de salut public, par devoir, après avoir refusé d'y entrer. Il est l'homme de la « ligne droite », il voudrait une cité juste et il est l'objet d'attaques terribles. « Hébertistes » et partisans de Danton sont notamment contre lui et il est remarquable de patience.

Mais les « Hébertistes », ultra-révolutionnaires qui veulent la guerre à outrance et la pleine application de la terreur, accusent les Comités de modérantisme et d'impéritie ; en mars 1794, ils pensent même se soulever contre la Convention, mais alors les Comités les font guillotiner, le 24 mars. Le 30, Danton est arrêté à son tour et sera exécuté le 5 avril. Robespierre alors sera chez lui, sombre.

Source : [RTS, Henri Guillemin](#)

Révolution française #14 : Le secret de Robespierre

Avril 1794, les hébertistes et les dantonistes ne sont plus là, ils ont été liquidés. Alors la voie est libre pour la ligne droite de Robespierre. Hélas, déjà lorsque l'on avait exclu les Girondins, on avait pu croire que la voie était libre. Mais étaient parvenu de nouveaux obstacles. Mais qui est en scène ? Avant tout la Convention qui a, entre les mains, tous les pouvoirs. Mais la Convention se sont des riches, des notables. Ces gens ne subissent que contraints et forcés, la politique que leur impose le Comité de salut public parce qu'ils ont peur d'une contre-révolution. Ils tolèrent mais ils tolèrent en guettant tout le temps l'occasion de renverser la vapeur.

Et Robespierre dans tout ça. Il sait qu'il n'en a plus pour longtemps. Il se sent malade. Il assiste à toutes ces guillotines, impuissant face au Comité de sûreté générale. Ils font passer à la guillotine des amis de Robespierre. Mais que veut Robespierre ? Il veut essayer de changer le climat l'humanité. Et surtout et c'est le secret de Robespierre, la religion c'est un contact avec la justice vivante. Robespierre avait bien, en effet, une mystique.

Source : [RTS, Henri Guillemin](#)

Révolution française #15 : Le mythe révolutionnaire

Dans ce dernier épisode, Henri Guillemin achève de briser le mythe de la Révolution française. Il s'en prend d'abord aux grandes figures de cette Révolution en les présentant sous un nouvel éclairage. Mira-beau, un lion avec des griffes en caoutchouc, un vendu, un imposteur. Danton une grosse mouche verte et vrombissante. Les Girondins, une oligarchie de beau-parleurs et de bourgeois arrogants. Carnot, un homme qui pensait conservation sociale. Heureusement, à côté de ces visages, d'autres réconfortent l'historien. Les petits curés, le pasteur Jeanbon Saint-André, Saint-Just, un coeur pur et un être noble,

Georges Couthon, Marat et bien sûr Robespierre.

Pour l'historien français, il y deux révolutions, deux réalités successives et opposées. D'abord de 1789 à 1792, la prise du pouvoir par l'oligarchie financière. C'est ça la première révolution et ce n'est pas une révolution, c'est une réforme. C'est la monarchie qui subsiste, contrôlée par la bourgeoisie d'affaire. La date capitale c'est le 17 juillet 91 lorsque la bourgeoisie jette le masque et après s'être servie des pauvres, leur tire dessus. Deuxième révolution, la vraie, cette fois, c'est les pauvres, les ouvriers, les paysans qui sont dans le coup. Alors les possédants, n'ont pas de cesse que se termine cet épisode.

Et Guillemin de citer Jacques Godechot à la question de savoir qu'est-ce que finalement la Révolution française : « C'est le passage du système féodal expirant au système capitaliste naissant ».

Source : [RTS, Henri Guillemin](#)

Fil Facebook correspondant à ce billet :

Tweet correspondant à ce billet :

https://twitter.com/Etienne_Chouard/status/1522088033528553473

Telegram correspondant à ce billet :

<https://t.me/chouard/601>
